



La formation, la démultiplication et la diffusion des pratiques agroécologiques constituent des éléments clés pour progresser vers la souveraineté alimentaire. Au cours de l'histoire, la formation a été soit inexistante, soit comprise comme la (ré-)éducation des paysan-ne-s par des expert-e-s extérieur-e-s. Cette approche par le haut « top-down » a certes permis de transférer des connaissances techniques, mais elle a souvent abouti à des échecs répétés car elle a négligé les paysans et paysannes comme co-acteurs-trices de leur formation. Elle a aussi omis l'aspect diffusion en ne prenant pas en compte la transmission de savoirs entre pairs. Elle s'est également heurtée à la structure sociale du monde rural (souvent conservateur et patriarcal) et a oublié le fonctionnement politique local et le droit coutumier.

De nos jours, les formations efficaces s'appuient sur des acteurs ayant une compréhension plus fine de la réalité sociale locale. Elles partent des compétences des paysans et paysannes. Le projet apporte les méthodes pédagogiques participatives, conçoit les outils pratiques et cherche à développer la confiance en soi, en collaboration avec des experts extérieurs rompus au monde rural.

Comment assurer les formations et la démultiplication des pratiques pour atteindre une masse critique et obtenir les changements souhaités ?

LES OBJECTIFS DE LA FORMATION

Une formation paysanne efficace doit répondre à plusieurs objectifs : démontrer les avantages des pratiques paysannes et introduire des méthodes éprouvées en agriculture et gestion, défendre l'agriculture familiale, redonner confiance aux paysan-ne-s en leur statut de nourricier-ère-s de leur communauté

et permettre un plaidoyer efficace pour des politiques agricoles adaptées à la fois au niveau national et international. Ces actions de formation constituent un tout logique qui part des pratiques du terrain, traversent les structures paysannes et enfin appuient le plaidoyer politique.



PARTIR DES SAVOIRS PAYSANS

Les formations pensées à partir des savoirs paysans donnent des réponses pratiques et immédiates aux agriculteurs et agricultrices en renforçant leurs propres capacités. Afin de générer des changements positifs, il est indispensable de mettre en valeur et de diffuser les « bonnes pratiques » maîtrisées, éprouvées et validées pendant des années. Il est possible d'introduire des pratiques « nouvelles », inconnues des producteurs et productrices (par exemple : maraîchage bio, fumure organique, lutte contre des ravageurs par l'association de plantes, gestion phytosanitaire). Cependant, il est là aussi nécessaire que ces pratiques aient fait leurs preuves, afin que leur appropriation ne soit pas affaiblie par des échecs en cours de route. Le choix des supports de formation et des langues utilisées doit être cohérent avec la réalité locale. L'expérimentation de nouvelles techniques est possible dans le cas d'une recherche-action, à condition que les paysan-ne-s soient conscient-e-s des risques et que l'expérimentation se limite à une partie de la production.

Dans le but d'agir au-delà du cadre étroit d'un projet de coopération, il est important que le contenu de la formation et les pratiques transmises soient partageables à l'échelle régionale. Les formations doivent également être des occasions pour ouvrir le débat sur des enjeux sous-jacents, comme l'accès à la terre ou l'équité de genre, thématiques cruciales dans le développement agricole encore partiellement négligées ou tabou.

En 2025,

50 %

de la population en Afrique sub-saharienne aura souscrit un abonnement de téléphonie mobile.

Source : GSMA, 2019, L'économie mobile, Afrique subsaharienne.

REVALORISER LES MÉTIERS RURAUX

Les métiers ruraux souffrent d'une perte d'attrait importante, notamment auprès de la jeunesse. Les revaloriser sur le plan social permet aux jeunes générations de se projeter dans l'agriculture et leur donne envie de s'y investir. Parallèlement, il faut mettre sur pied les formations nécessaires à l'émergence de cette relève agricole.

Une revalorisation du travail de la terre concerne aussi les paysan-ne-s eux-mêmes. Car, laminés par des décennies de paupérisation et d'acculturation agricole, il leur est difficile d'entrevoir la rentabilité agricole locale et les opportunités offertes par les nouvelles techniques déjà éprouvées. Les formations doivent donc être mises à profit pour redonner de la confiance aux personnes travaillant dans l'agriculture et valoriser le terroir local qui constitue leur « fierté » et celle de leur communauté.

Dans le domaine de la formation, il est finalement nécessaire de s'ancrer dans la réalité locale. Une solution consiste à combiner des formations courtes de quelques jours avec une formation de plusieurs mois sur un cycle de culture ou d'élevage. Ceci permet d'apprendre dans un contexte local changeant et de solidifier un réseau d'acteurs.

RENCONTRES ET COMMUNICATION

Favoriser les rencontres entre organisations paysannes, avec d'autres acteurs de la filière et les services techniques gouvernementaux, pour échanger et apprendre des meilleures pratiques, est une modalité de formation très riche en apprentissages. En même temps, il s'agit de communiquer largement via les médias à large audience et peu onéreux (radio, réseaux sociaux, témoignages filmés, etc.). Les expériences démontrent que ces technologies permettent de diffuser rapidement de nouvelles connaissances (ex. politiques de prix, pratiques agroécologiques, invasions de maladies, cartographies du contrôle de la terre...).

Dans le cadre des stratégies de communication, il est important de bien cibler le public. Le contenu des formations se diffuse auprès d'une population vivant dans des conditions similaires à celles des personnes initialement formées. La diffusion se propage localement dans des groupes marginalisés sur le plan socio-économique, c'est-à-dire d'une manière « horizontale ». Le projet s'efforce de disséminer les pratiques du local au national, c'est-à-dire vers les acteurs en amont de la filière alimentaire, pour obtenir un large soutien de toutes les parties prenantes et influencer les décideurs politiques. Dans cette optique, les dynamiques qui émergent au sein des plateformes telles que la Plateforme Souveraineté Alimentaire (PSA) sont particulièrement intéressantes car elles permettent d'élargir les réseaux de diffusion et de franchir les frontières nationales pour toucher des réalités différentes et un nombre croissant d'acteurs et actrices du changement dans le milieu paysan.

ASPECTS ÉCONOMIQUES ET ORGANISATIONNELS

Les formations concernant les aspects économiques et organisationnels de la production sont également incontournables dans des projets de souveraineté alimentaire. Elles apportent des éléments utiles pour le démarrage et la pérennisation d'une activité (voir fiche B : Modèles économiques, pérennité et entrepreneuriat), mais également pour la durabilité des groupements paysans ou des coopératives (voir fiche E : Organisations paysannes et réseaux).

ASSURER LA DÉMULTIPLICATION

Le travail de lobbying politique national se réalise à partir des réussites concrètes en agroécologie et en s'appuyant sur le réseau des organisations paysannes.

Pour cette raison, dès le départ des formations, il faut penser à la démultiplication des pratiques, ce qui nécessite de former les formateur-trice-s locaux-les capables de relayer la formation au niveau de leurs réseaux. D'origines différentes (agronomes, paysan-ne-s, leaders locaux), ils et elles ont en commun d'être écouté-e-s par leurs groupes respectifs et d'être fédérateurs-trices.

En 2018 en Afrique sub-saharienne

66 %
de la population de 15 ans et plus est alphabétisée.

Source : Banque mondiale, Indicateurs de développement dans le monde (en ligne).

Pour consolider un tissu social, il est souhaitable de privilégier la formation continue, par exemple au travers de la mise sur pied de fermes-écoles, champs-écoles ou chantiers-écoles. Dans ces espaces, comme dans tous les moments de formation, il est indispensable d'être ouvert à toutes et tous et de donner une place à chaque personne sans discrimination (classe sociale, ethnie, religion ou sexe) afin d'éviter les conflits et d'atteindre une masse critique suffisante pour obtenir le changement.



CHECK LIST D'ORIENTATION DES FORMATIONS BASÉES SUR LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE

- Partir de « pratiques » nouvelles ou anciennes maîtrisées et validées
- Inclure la possibilité d'un partage à l'échelle régionale
- Ouvrir et élargir le débat
- Revaloriser le terroir local et les métiers ruraux
- Redonner de la confiance aux paysan-ne-s.
- Former les formateurs pour la démultiplication
- Privilégier la formation continue
- Utiliser des supports adéquats au contexte local
- Favoriser les rencontres et les réseaux pérennes entre paysannes et paysans qui se forment
- Favoriser les expérimentations paysannes entre les formations

“ Le paysan qui a sa propre semence n'est pas pauvre. Seul un paysan sans semence est pauvre car il a perdu sa dignité. ”

ASPSP, Sénégal, Uniterre.

PLAIDOYER INTERNATIONAL

Les formations aux plaidoyers internationaux visent les changements structurels dans les politiques et les traités globaux. Elles s'appuient sur les réseaux constitués et l'expérience concrète du terrain. Ces formations agissent à plusieurs niveaux afin d'accompagner les leaders dans les méandres des traités internationaux pour que leur voix pèse. Il est parallèlement nécessaire de former à l'application concrète des accords internationaux dans les législations nationales (par exemple pour le droit aux semences ou le droit de s'organiser) et de soutenir l'essor du mouvement à l'échelon international (former les jeunes, faciliter la mobilisation).

L'efficacité du lobby dépend aussi d'un contexte plus large : la réceptivité du gouvernement et une bonne coordination des associations du Sud avec ses partenaires du Nord. Ainsi au Burundi, la Confédération nationale des associations de producteurs de café (CNAC) a pu modifier la loi sur les coopératives avec l'appui de l'IRED (Innovations et Réseaux pour le Développement) pour peser davantage sur l'amont de la filière. L'IRED a organisé une table ronde multi-acteurs et relayé la situation en Europe avec ses partenaires du Nord, en particulier en Belgique. L'ONG a pu interpeller le gouvernement belge et le parlement européen sur leurs incohérences dans la politique d'aide.

Graine de Baobab forme les paysannes et paysans aux techniques agroécologiques

Au Burkina Faso, les terres sont très appauvries, améliorer la fertilité des sols pour assurer un meilleur rendement des cultures de saison pluvieuse devient une nécessité pour que les populations puissent se nourrir et vendre le surplus.

Le projet agroécologique de Graine de Baobab touche actuellement 34 villages (période 2009-2019). Dans ce cadre, presque 2'500 personnes ont été formées en techniques de production de compost (fosses et compost en tas), en confection de bandes herbacées (effet antiérosif) et en plantations d'arbres. Les animateurs et animatrices utilisent du matériel didactique adapté avec de grandes images.

Les personnes formées ont organisé des séances dans leur village (sous la supervision du personnel du projet) pour transmettre ce qu'elles avaient appris à 9'700 autres bénéficiaires. De plus, dans chaque village, des personnes relais (un paysan forestier, deux femmes leaders) ont reçu des formations spécifiques qu'ils-elles partagent dans leur communauté.

Grâce aux méthodes apprises, les gains ont augmenté ; les rendements ont souvent doublé avec un coût de production moindre puisque les producteurs et productrices ne s'endettent plus pour acheter des engrais chimiques.

Uniterre – Des formations pour renforcer le réseau des productrices pratiquant l'agroécologie

Les formations-actions d'ASPSP (l'Association sénégalaise des producteurs de semences paysannes, partenaire d'UNITERRE au Sénégal) se déroulent dans les fermes-écoles de ses groupements paysans membres et sont mises en œuvre par des paysan-ne-s animateurs-trices. La Ferme École appartient à une communauté dont la vocation première est la production de semences paysannes, animales et végétales pour une autonomie semencière. Elle est aussi un maillon de la production de connaissances, un lieu privilégié de sensibilisation sur l'environnement et d'éducation au développement durable. Son comité est responsable du suivi-évaluation des expérimentations paysannes dans les champs-écoles paysans, de la sélection-conservation des semences paysannes et de rassembler les savoir-faire dans la case de semences.

ASPSP a affiné au fil des ans son approche d'apprentissage à plusieurs niveaux et démontré son rôle dans la dynamique des réseaux d'agroécologie en Afrique de l'ouest en promouvant le statut de paysan-e-s-animateurs-trices-chercheur-e-s.

→ Des groupes de recherche-action sont constitués au sein des fermes-écoles et regroupent paysannes et paysans qui approfondissent une question ou une technique, avec l'appui des animateurs-trices de référence. Ces groupes encadrent les chantiers-écoles (par exemple sur la récupération de terres salinisées, sur la démultiplication d'une variété de sorgho, etc.) et permettent de comparer des pratiques, valider et développer les formations axées sur les pratiques paysannes.

Expérimentations paysannes et formations sont intimement liées. Des relations avec des instituts de recherche agronomique (CIRAD, Coventry University-Centre for Agroecology, Water and Resilience, Université de Saint-Louis) renforcent cet axe.

→ L'organisation paysanne a développé une formation à la réalisation d'inventaires de biodiversité avec un focus sur les espèces négligées et sous-utilisées (ENSU), qui permettent aux communautés de mener elles-mêmes leur autodiagnostic et d'agir en lien avec leur patrimoine culinaire menacé. La formation agit comme levier à l'autodétermination et à la mobilisation.

→ Les formations en médias communautaires permettent aux femmes de documenter elles-mêmes leurs réalités rurales et les initiatives renforçant le bien-vivre en zone rurale. La formation sert comme pilier au renforcement du leadership des femmes vivant en milieu rural.

→ La participation aux foires nationales et internationales d'échanges de semences paysannes ont un grand rôle à jouer dans la diffusion des savoirs paysans et permettent de démultiplier les formations effectuées au sein des fermes-écoles à une échelle beaucoup plus large.

→ Les instituts de recherche. Ces derniers peuvent documenter, comparer et légitimer des pratiques paysannes agro-écologiques ou des modes d'organisation et ainsi contribuer à leur diffusion.

**Au Burundi,
le conseil
agricole touche**

3 %

**des exploitations
familiales.**

Source : Banque mondiale, 2016, Évaluation de la pauvreté au Burundi.



“

Je suis très content de mon travail car grâce à cette technique, j'ai obtenu de belles récoltes. Avant, chaque année je m'endettais pour l'achat des engrais chimiques et malgré cela, je constatais que le rendement baissait, car le sol se dégradait. Avec le compost, le sol retrouve sa vie.”

”

Mahamoudou Kanfo,
Burkina Faso, Graine de Baobab.

DÉFIS ET APPRENTISSAGES

- L'impact des formations réalisées dans le cadre d'un projet reste souvent limité par rapport à l'enjeu plus global de la souveraineté alimentaire sur un territoire donné. Il faudrait davantage de synergies entre projets à différents niveaux (du local vers le national). Ceci se passe rarement par manque de temps ou de confiance entre partenaires.
- Pour assurer des formations adaptées et une large diffusion, il convient de s'inscrire dans une période longue. La pérennité des cycles de formations et la diffusion des contenus sont à concevoir dès le départ. Pour augmenter les chances de pérennisation, il s'avère utile de considérer les besoins de financement des formations et d'établir des collaborations ou alliances avec au moins une structure locale pérenne (institutions d'États, groupes religieux, coopératives, création propre).
- Il s'agit de dépasser la formation basée sur les kits techniques, et privilégier plutôt un engagement sur des dynamiques de transformation agraire. Les associations doivent donc repenser leur rôle comme « médiateurs » de formation entre le local et l'international.
- Cette médiation entre local et international s'opère sur trois niveaux. Premièrement, il s'agit de former au niveau local, puis faciliter la démultiplication et la diffusion des pratiques. En deuxième lieu, il faut soutenir le niveau régional/national et encourager les OP (Organisations Paysannes) à collaborer avec d'autres institutions dont l'État. Enfin, il est nécessaire de relayer au niveau international les réussites locales et les préoccupations structurelles des OP.
- La capitalisation des expériences joue un rôle essentiel dans les processus de formation. En produisant des supports de formation multimédias issus des études de cas des meilleures pratiques il est plus facile de promouvoir leur diffusion à large échelle au sein des réseaux régionaux et internationaux.
- La prise en charge des coûts des formations de la part des bailleurs de fonds est compliquée, par exemple lorsque les formations pourraient avoir des implications politiques. Les visites d'échange, qui constituent un puissant moyen de formation, nécessitent souvent la mobilisation de ressources importantes, que certaines agences de financement ne sont pas toujours disposées à prendre en charge.



POUR ALLER PLUS LOIN

- 📖 Eliane Longet, *Petit baobab deviendra grand*. Éditions Jouvences, 2018
- Émission Léman bleu, *esprits solidaires sur le projet agroécologique de Graine de Baobab*
- 📄 Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA), 2017 : *Opportunités d'Amplification de l'Agroécologie*
- afsafrika.org/etudes-de-cas-agroecologie

Avec le soutien du partage des savoirs

**FEDERATION
GENEVOISE
DE COOPERATION**

Mettons le monde en mouvement